

## L'électeur a ses raisons...

### En réponse à Judith Manya

**M**on analyse du référendum sur l'avortement au Portugal n'a guère convaincu Judith Manya, c'est un euphémisme. Pourtant, son intention louable – et fondée sur plusieurs points, nous y reviendrons – d'apporter des précisions et de corriger la première partie de mon texte s'accompagne de critiques qui, pour certaines, ont à leur tour suscité en moi un malaise au moins aussi fort que celui éprouvé par Judith Manya à la lecture de mon article.

Passons rapidement sur le ton parfois un tantinet condescendant qui tend à me faire passer – au mieux, serais-je tenté de dire – pour un parfait ahuri, ignorant tout de l'avortement, incapable de voir « l'évidence » – la responsabilité écrasante du couple Église/Parti socialiste dans l'échec du référendum –, voire, en filigrane, pour un complice stipendié de ce couple maléfique. Recadrons tout d'abord l'article incriminé : son objet principal était d'ébaucher une réflexion sur la pratique récente du référendum au Portugal à partir des deux consultations réalisées en 1998 et non du seul scrutin du mois de juin. L'article ne s'intitulait donc pas « Référendum sur la dépénalisation de l'avortement, les raisons d'un échec », comme les remarques de Judith Manya pourraient le laisser croire. D'où d'inévitables imprécisions et raccourcis, fort justement relevés par celle-ci qui a l'avantage d'avoir vécu sur place, au quotidien, cette campagne électorale. Aussi ses compléments d'information et certaines rectifications d'erreurs sont-ils particulièrement bienvenus, notamment ceux concernant l'analyse comparée des systèmes espagnol et portugais, l'organisation du mouvement *Sim pela tolerância* ou encore le déroulement même du scrutin le 28 juin.

Abordons sans plus tarder l'essentiel. Judith Manya l'affirme à plusieurs reprises, j'aurais à la fois « sous-estimé l'ampleur de l'influence catholique » et « totalement évacué le rôle du PS ». Sur le premier point, il est certes possible d'ergoter sur le sens précis des formules employées (« sous-estimé », « ampleur », « influence »...), tant les unités et les instruments de mesure précis font défaut. Je renvoie simplement à plusieurs passages de mon texte, pour relever que seule une lecture partielle peut conduire à conclure que je « sous-estime » le facteur religieux<sup>1</sup>. Essentiellement par

---

1. Cf. par exemple, « Quant à l'Église catholique, bien qu'hostile au principe même de l'avortement, sa position oscillait entre une condamnation catégorique et une forme de tolérance » (p. 40) ; « Au sein d'un électorat fortement imprégné de catholicisme... » (p. 41) ;

souci de concision, je ne pouvais multiplier les citations et rappeler les petites phrases des uns et des autres. Aussi suis-je étonné de voir Judith Manya laisser croire que je n'aurais pas entendu le discours des plus ultras de l'Église catholique, alors que je fais moi-même référence aux prises de position de Mgr António Monteiro, évêque de Viseu, que je qualifie comme « l'un des plus radicaux dans la croisade anti-avortement » (p. 40), utilisant au passage – et à dessein – le terme de croisade que Judith Manya reprend elle aussi. Il n'est certes pas inutile de citer plus longuement Mgr Monteiro. Encore ne faut-il pas donner l'impression que l'auteur ignore tout des déclarations de celui-ci. Dans la même veine, alors que j'ai avancé comme élément d'explication le poids de la tradition catholique – l'analyse géographique des résultats le montre bien –, Judith Manya feint d'ignorer mes propos pour mieux dénoncer ma supposée cécité. Notons toutefois que le facteur religieux, variable « lourde » traditionnelle de la sociologie électorale, semble avoir perdu au Portugal, comme partout en Europe occidentale – moins peut-être que dans certains pays, mais ceci reste à préciser –, une partie de son pouvoir explicatif. Si la corrélation entre choix électoral et fréquence de la pratique religieuse rend assez bien compte du clivage Nord/Nord-Est, elle reflète aussi l'autonomie croissante des catholiques à l'égard des positions officielles de l'Église, notamment au sud de cette ligne. C'est là toute l'ambiguïté de l'interprétation de l'abstention des catholiques peu ou pas pratiquants. Il y a probablement un élément d'explication intéressant dans cet entre-deux, dans cette incapacité à assumer de voter « oui » d'une partie de l'électorat « d'imprégnation catholique »<sup>2</sup>. Mais, les instruments de mesure précis faisant défaut, il convient de rester prudent, sauf à se perdre dans d'inutiles conjectures ou jugements à l'emporte-pièce.

Sur l'occultation du rôle joué par le PS, ici encore, les propos de Judith Manya me semblent à la fois quelque peu empreints de partialité et par trop simplificateurs. À plusieurs reprises, je fais état des réserves, voire de l'hostilité, de plusieurs personnalités du PS, à commencer par le Premier ministre<sup>3</sup>, évoquant également l'impact d'une absence de consigne de vote claire<sup>4</sup>, elle-même liée aux divisions internes du parti et du gouvernement sur la question de l'avortement. En revanche, je suis bien moins convaincu qu'elle du rôle-clé joué par le PS dans – je la cite – « l'explication tant du taux d'abstention que d'une réponse majoritairement négative » (p. 581). Il ne s'agit nullement d'exempter les dirigeants socialistes de toute responsabilité,

passages de géographie électorale soulignant l'importance du facteur religieux dans les districts du Nord/Nord-Est et dans les régions autonomes (pp. 41-42).

2. « Les déclarations de la hiérarchie catholique [...] ont largement contribué à culpabiliser les Portugais catholiques qui, sans aller jusqu'à voter non, n'assumèrent pas de voter oui » ; à rapprocher de mes propos : « au sein d'un électorat fortement imprégné de catholicisme – et donc quelque peu tétanisé par les enjeux du scrutin – l'hypothèse du recours à l'abstention pour ne pas voter "non", sans pour autant franchir le pas en direction du "oui" peut être prise en compte » (p. 41).
3. Cf. « les réticences sont restées vives [...] au sein même du Parti socialiste dont plusieurs membres de premier plan ont émis des réserves, à commencer par le Premier ministre A. Guterres, dont la ligne de conduite est dictée, en l'espèce, par ses convictions religieuses » (p. 39). Cf. également, « Quant au Parti socialiste, c'était une manière de rester fidèle à ses engagements de la campagne pour les législatives de 1995 et de répondre à la pression d'une partie de ses bases, notamment celle émanant de la Jeunesse socialiste, sans pour autant occulter ses divisions sur cette question » (*ibid.*) ; « le large échec du référendum sur l'avortement n'a guère entravé l'action du gouvernement, resté discret sur cette question et dont plusieurs membres éminents n'avaient pas caché leur sympathie pour le non ».
4. « Les électeurs auraient été, en quelque sorte, désorientés [...] par le silence des *leaders* des principales formations politiques et par l'absence de consignes de vote claires » (p. 41).

mais bien de refuser toute forme de monisme explicatif. Car à suivre Judith Manyà, la cause est entendue et l'ennemi clairement identifié : la responsabilité de l'échec du référendum incombe au PS et à l'Église, unis dans un clérical-socialisme incarné par António Guterres. Pour un peu, l'heure serait venue d'entonner l'air du « le clérical-socialisme, voilà l'ennemi ! »<sup>5</sup>. Certes le résultat final a répondu aux aspirations du Premier ministre et d'une frange du PS. N'a-t-il pas pour autant contribué à renforcer le brouillage des distinctions entre PS et Parti social démocratique (PSD) et à accroître la volatilité électorale en rendant encore plus difficile l'identification durable des citoyens portugais à l'un de ces partis ? Une victoire donc, mais à la Pyrrhus. Si la responsabilité du PS n'est pas nulle, il faut à mon sens la rapporter à d'autres facteurs explicatifs, non pour la diluer mais pour la mettre en perspective. Outre les éléments évoqués dans mon article (p. 41)<sup>6</sup>, il me semble utile de revenir ici sur certaines évolutions électorales que connaît le Portugal, notamment l'émergence problématique d'un nouveau type d'électeur dans le cadre du passage trop brutal, avec ce référendum, d'un vote traditionnel sur clivages à un vote sur enjeux et valeurs.

### **L'émergence problématique d'un nouveau type d'électeurs**

Au même titre que l'ambiguïté planant sur la prise en compte de la variable religieuse, le lien entre parti et électeur induit un effet mécanique moins évident que celui que Judith Manyà lui prête en citant – visiblement pour preuve – Francisco Assis, président du groupe parlementaire PS à l'Assemblée de la République : « si le PS s'était impliqué dans la campagne, le "oui" aurait gagné. [...] Les partis sont très importants pour former l'opinion publique » (p. 586). Il n'est pas douteux qu'à la marge, avec une implication plus forte du PS, le « oui » aurait pu recueillir plus de suffrages ; la barre dirimante des 50 % de votants aurait-elle été atteinte pour autant ? Mais le plus important est ailleurs. Le constat dressé par Francisco Assis ne traduit-il pas une conception certes classique et fondée mais quelque peu datée de l'influence et du rôle exercés par les partis politiques dans une démocratie moderne ? Partout en Europe occidentale, on observe que les électeurs s'identifient de plus en plus difficilement à un parti et on constate « l'importance numérique croissante d'un électorat flottant qui ne vote pas en fonction d'identifications partisans stables, transmises de génération en génération, mais change son vote selon les enjeux et les problèmes de chaque élection »<sup>7</sup>.

Par ailleurs, dans les zones urbaines, là où le PS obtient généralement ses meilleurs résultats, auprès des classes moyennes tertiarisées, ne serait-on pas en train d'assister ces dernières années à l'émergence de cette nouvelle catégorie d'électeurs « individualistes », « rationnels » – déjà repérée dans

5. On sent poindre ici, même si J. Manyà n'y fait pas référence, l'idée d'une filiation clérical-fascisme/clérical-socialisme que d'aucuns ont récemment développée ; on pense notamment aux assertions douteuses de l'historien António Louçã concernant les travaux de la Commission Soares sur l'or nazi, *Hitler e Salazar, Comércio em Tempos de Guerra*, Lisbonne, Terramar, 2000.

6. Insistons une nouvelle fois ici sur l'importance de la date retenue pour ce scrutin (28 juin), les dimanches ensoleillés du début de l'été étant peu propices à une ardente mobilisation de l'électorat jeune et des classes moyennes des grandes agglomérations comme Lisbonne et Porto...

7. Cf. B. MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995 : 298.

d'autres pays européens –, moins dépendants des partis politiques et affirmant une autonomie croissante dans la prise de décision électorale<sup>8</sup> ? Ce nouveau type d'électeur, « moins contraint par le jeu des pesanteurs partisans et idéologiques, rendu à son libre arbitre par la disparition progressive des structures d'encadrement traditionnelles, accédant aux logiques de l'individualisme électoral par le recours aux normes personnelles »<sup>9</sup>, fragilise par essence toute forme d'allégeance partisane, délaissant volontiers partis et organisations traditionnelles. Comment cet électeur d'un nouveau type s'est-il déterminé lors de ce scrutin ? Comment l'absence de consigne de vote claire a-t-elle pesé sur son choix ?

On peut légitimement penser qu'une partie de ce nouvel électorat a plutôt voté « oui », avant d'apporter peut-être ses suffrages, courant 1999, au Bloc de gauche (*Bloco de esquerda*, BE) nouvellement constitué. Difficile de quantifier la proportion de cet électorat nouveau concernée par cette évolution. Une chose est sûre : une part importante de celui-ci est venu grossir les rangs des abstentionnistes, et ce pas seulement en raison du manque d'implication du PS (parti d'ailleurs souvent critiqué comme arrogant, hégémonique, à l'image du PSD de Cavaco Silva). La forte abstention enregistrée dans des agglomérations comme Lisbonne ne renverrait-elle pas sous une autre forme à « l'entre-deux » du vote « d'imprégnation catholique » évoqué précédemment ? Le désarroi, le doute et les hésitations de nombre d'électeurs ne traduirait-ils pas un passage problématique de l'électorat portugais d'un vote traditionnel fondé sur les clivages religieux ou sociaux (*cleavage vote*) à un vote sur enjeux ou sur valeurs (*issue vote*) auquel les formations politiques traditionnelles ne les ont guère préparé<sup>10</sup> ? Désorienté, peu préparé à une telle mutation, l'électorat portugais urbain ne se serait-il pas trop brutalement trouvé confronté à cette délicate phase de transition à l'occasion de ce référendum ? Dans une telle configuration, le PS, comme d'autres partis d'ailleurs, ne serait-il donc pas plutôt victime d'une évolution qu'il ne sait ou ne peut maîtriser que coupable de la désaffection de l'électorat ? Une telle désaffection ne s'inscrirait-elle pas dans le processus, particulièrement lent et complexe au Portugal, qui accompagne le passage d'une société dominée encore pour l'essentiel par des valeurs matérialistes à une société « postindustrielle » marquée par la montée des valeurs « postmatérialistes » ?

### Expliquer l'abstention, expliquer le vote

Enfin, pour finir, il y a lieu de rappeler ici à quel point la décision de recourir à la voie référendaire, si elle résultait bien, comme le remarque fort justement Judith Manyà, d'un tour de passe-passe législatif peu glorieux, donnait quand même l'occasion au peuple portugais de se prononcer souverainement, directement, sans passer par l'intermédiation des partis, et

8. On fait ici référence aux travaux notamment de G. LAVAU, « L'électeur français devient-il individualiste ? » in P. BIRNBAUM & J. LECA (eds), *Sur l'individualisme*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1986 : 301-329, et de P. HABERT & A. LANCELOT, « L'émergence d'un nouvel électeur ? » in P. HABERT (ed.), *Le nouvel électeur*, Paris, Vinci : 21-58.

9. Cf. P. HABERT & A. LANCELOT, *op. cit.* : 56.

10. On s'inspire ici des réflexions menées dans M. FRANKLIN, T. MACKIE, & H. VALEN (eds), *Electoral Change : Response to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Countries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

donc de sanctionner éventuellement les attermoissements d'une partie de la classe politique. Or force est de constater que l'électeur a, par son abstention massive, sanctionné une pratique nouvelle dans le paysage des institutions politiques. Le choix du thème – plutôt difficile, surtout pour un premier référendum –, l'absence de préparation de l'électorat, l'absence de tradition référendaire ont lourdement pesé. Faut-il y voir, comme Judith Manya, « un échec de la démocratie parlementaire » ? Oui, si l'on se réfère au seul déclenchement de l'opération (dessaisissement de l'Assemblée de la République) et au résultat brut (rejet du projet, pourtant voté par le Parlement). Beaucoup moins si l'on prend en compte le fait que de nombreux parlementaires, notamment au sein du PS, se sont réjouis de voir que ce qu'ils considéraient comme une tentative de contournement de l'Assemblée souveraine avait finalement échoué en raison du taux élevé d'abstention. En utilisant la technique du référendum comme recours<sup>11</sup>, les partis (PS et PSD principalement), conscients des risques inhérents à celui-ci (baisse de la participation électorale, déstructuration du système de partis...) n'ont-ils pas cherché insidieusement à reprendre d'une main ce qu'ils avaient timidement concédé de l'autre ? En s'abstenant massivement, l'électorat portugais n'a-t-il pas manifesté avant tout son état d'impréparation à ce nouveau type de vote, laissant les observateurs désarmés pour expliquer non pas tant l'abstention que les raisons qui poussent finalement des millions de citoyens qui ne s'intéressent pas à la politique à venir voter. L'électeur a ses raisons<sup>12</sup>...

5 octobre 2000

**Yves LÉONARD**

Institut d'études politiques de Paris  
Centre d'histoire du vingtième siècle de la Fondation nationale des sciences politiques

[Les sous-titres sont de la rédaction]

- 
11. On se réfère ici à la typologie dressée par Francis HAMON, distinguant le référendum comme recours du Prince, le référendum comme recours des citoyens et le référendum comme recours des partis (utilisé en Europe du Nord et au Royaume-Uni) : *Le référendum, étude comparative*, Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1995.
  12. On s'inspire ici du titre et de plusieurs thèmes de l'ouvrage co-dirigé par D. BOY & N. MAYER, *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997. Sur le point précédent (expliquer la participation électorale et non pas tant l'abstention), cf. P. MARTIN, *Comprendre les évolutions électorales*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2000, notamment aux pages 195-214.

